

DEPARTEMENT
DU PAS DE CALAIS
CANTON
DE BULLY-LES-MINES
COMMUNE
DE BULLY-LES-MINES



N° 28 ST / 2019

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Ville de Bully-les-Mines,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu, le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R411-8, R411-18, R 411-25 à R 411-28 ;

Vu, l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1998, livre 1 – 8^{ème} partie – signalisation temporaire ;

Vu, la demande en date du 20 février 2019 présentée par l'entreprise TCPA, ZI avenue Paul Plouvier BP 25, 62460 DIVION ;

Considérant qu'il importe de réglementer la circulation et le stationnement rue Jean Baptiste Charcot afin d'assurer la sécurité publique pendant la réalisation des travaux d'extension du réseau basse tension, alimentation d'un logement,

- **ARRÊTE** -

ARTICLE 1 : La circulation sera restreinte, rue Jean Baptiste Charcot au territoire de la commune de **Bully-les-Mines** à compter du **27 février 2019 à 7H00** et jusqu'à l'achèvement des travaux qui devra intervenir **31 mai 2019 à 17H00** au plus tard.

ARTICLE 2 : Le stationnement sera interdit rue Jean Baptiste Charcot, au droit du chantier, pour permettre l'exécution des interventions pendant toute la durée des travaux.

Seuls les véhicules municipaux et des services et sociétés appelés à se déplacer pour les travaux en cause et les engins en cours d'activité pour le bon déroulement des travaux sont autorisés à stationner au droit du chantier.

ARTICLE 3 : La pré signalisation et la signalisation seront posées aux frais et aux soins de TCPA, ZI avenue Paul Plouvier BP 25, 62460 DIVION, conformément à l'instruction interministérielle actuellement en vigueur sur la signalisation temporaire des routes en date du 06 novembre 1992.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans la ville de **Bully-les-Mines**.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours en annulation, auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois suivant sa publication ou sa notification aux intéressés.

ARTICLE 6 : Mme la Directrice Générale des Services de la Mairie, le Commissaire de Police, les Services de Gendarmerie ainsi que tout agent de l'autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à **Bully-les-Mines**, le **20 février 2019**



Le Maire,

François LEMAIRE.

Conformément aux dispositions de la Loi 78-17 du 6 JANVIER 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès des Services de la Mairie ci-dessus désignée.